



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 25/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CE VALLEE GENTILLESSE

Chemin de Maussac
Domaine de Patau
34420 Villeneuve-Lès-Béziers

Références : D2e 2025 316
Code AIOT : 0005704515

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement CE VALLEE GENTILLESSE implanté Parc éolien de la Vallée Gentillesse 51240 La Chaussée-sur-Marne. L'inspection a été annoncée le 24/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale « Mesures ERC sur les parcs éoliens » qui consiste en la vérification de la bonne application des mesures d'évitement, de réduction et de compensation (ERC) prescrites dans les actes administratifs pour les parcs éoliens.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CE VALLEE GENTILLESSE

- Parc éolien de la Vallée Gentillesse 51240 La Chaussée-sur-Marne
- Code AIOT : 0005704515
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien Vallée de la Gentillesse, mis en service le 28/02/2017, est composé d'une éolienne de 3,3MW de puissance unitaire et de 150m en bout de pale et d'un poste de livraison.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 6

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Déploiement des mesures ERC prescrites : Désherbage	Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 8	Sans objet
4	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté en particulier sur le suivi environnemental réalisé en 2019. Lors de la visite, l'inspection des Installations Classées n'a pas constaté de non-conformités concernant la bonne application des mesures ERC.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

<p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le parc a été mis en service le 28 février 2017.</p> <p>Un suivi environnemental, comprenant un suivi de mortalité et un suivi de l'activité en hauteur des chiroptères, s'est déroulé en 2019 et est conforme au protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres de 2018.</p> <p>Le rapport du suivi de mortalité conclut à un impact modéré pour les oiseaux et faibles pour les chiroptères. Les recommandations suivantes sont émises :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les pieds des éoliennes ne doivent pas être enherbés, contrairement à ce qui a été constaté. Il faut notamment s'abstenir de déposer du fumier près des éoliennes ; - Identifier et éliminer le maximum de potentiels perchoirs (portes/escaliers des éoliennes, piliers en bois et panneaux). Les panneaux étant déjà placés en entrée de chemin, il pourrait convenir de supprimer les piliers en bois qui sont tout près de l'éolienne E1 du parc de Vallée Gentillesse. <p>Le rapport du suivi de l'activité en hauteur des chiroptères conclut à une activité faible sur le parc. En corrélation avec le suivi de mortalité, les conclusions sont semblables, les résultats « ne sont pas de nature à modifier les mesures mises en place au moment de la réalisation des parcs éoliens [...] de La Vallée Gentillesse ». Néanmoins, un entretien des plateformes est préconisé.</p> <p>Sur site, l'inspection a constaté que les plateformes étaient désherbées et qu'aucun piliers en bois ou autre perchoirs n'étaient présents.</p> <p>L'exploitant indique que le prochain suivi environnemental sera réalisé en 2027.</p> <p>L'inspection constate le respect de la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Collecte des données du suivi environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p>Thème(s) : Autre, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles</p>

doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
[...]

Constats :

Les données du suivi environnemental ont été déposées sur la plateforme DEPOBIO le 22 novembre 2024. Le certificat de dépôt ainsi que le suivi environnemental ont été transmis à l'inspection en amont de la visite.
L'inspection constate le respect de la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déploiement des mesures ERC prescrites : Désherbage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 8

Thème(s) : Autre, Exploitation

Prescription contrôlée :

Outre les mesures prévues par l'arrêté ministériel du 26 août 2011, la SAS QUADRAN Energies Libres pratiquera un désherbage thermique du pied des éoliennes.

Constats :

Un fauchage est réalisé autour de la zone d'implantation par l'exploitant agricole de la parcelle concernée. La convention entre l'exploitant du parc éolien et l'exploitant agricole a été transmise à l'inspection le 20/03/2025. Au pied de l'éolienne, l'inspection a vérifié et constate que le désherbage est adapté.
L'inspection constate le respect de la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration des données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I

Thème(s) : Autre, Exploitation

Prescription contrôlée :

Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.

Constats :

Le jour de la visite, les données déclarées sur OREOL ne correspondaient pas à la situation administrative du parc Vallée de la Gentillesse, mise en commun avec le parc Mont Bourré (AIOT 0005704514) pour l'exploitant.
L'inspection rappelle que ces parcs sont bien distincts et possèdent chacun un numéro d'AIOT, un arrêté préfectoral d'autorisation et donc une déclaration sur OREOL.

La mise à jour a été effectuée par l'exploitant en date du 24 mars 2025.

L'inspection constate le respect de la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite